

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**FOURNITURE DE MATERIAUX ET PETITS MATERIELS DENTAIRES POUR
L'UFR D'ODONTOLOGIE DE NANTES UNIVERSITE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Procédure n°23090AC

Sommaire

Article 1 - Objet du marché public	3
Article 2 - Dispositions générales.....	3
Article 3 - Durée	4
Article 4 - Pièces	4
Article 5 - Délais	4
Article 6 - Obligations générales des parties	5
Article 7 - Confidentialité – Protection des données personnelles	6
Article 8 - Description des prestations attendues	7
Article 9 - Modalités d'exécution	8
Article 10 - Opérations de vérification	9
Article 11 - Garantie.....	9
Article 12 - Prix.....	9
Article 13 - Clause de réexamen.....	11
Article 14 - Modalités de règlement des comptes	11
Article 15 - Pénalités.....	12
Article 16 - Résiliation du marché	13
Article 17 - Force majeure	14
Article 18 - Litiges et recours.....	14
Article 19 - Présentation des attestations	15
Article 20 - Dérogation au CCAG	15

Article 1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture de matériaux et petits matériels dentaires utilisés par les étudiants lors des travaux pratiques pour l'UFR d'Odontologie de Nantes Université.

Article 2 - Dispositions générales

2.1. Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
33131000-7	Instruments dentaires

2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2.3. Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

Lot	Objet
1	Fournitures dentaires générales
2	Dents prothétiques
3	Fournitures pour laboratoire de prothèses dentaires
4	Dents pour modèles pédagogiques
5	Endodontie
6	Fraises

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

2.4. Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum au sens de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique :

Lot	Objet	Montant maximum sur 4 ans (HT)
1	Fournitures dentaires générales	120 000,00 €
2	Dents prothétiques	80 000,00 €
3	Prothèses laboratoire	80 000,00 €
4	Dents	80 000,00 €
5	Endodontie	100 000,00 €
6	Fraises	100 000,00 €

Le marché public est mono-attributaire.

2.5. Livraisons complémentaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4 1° du Code de la commande publique.

Article 3 - Durée

3.1. Durée initiale

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une période initiale d'un (1) an.

3.2. Reconductions

Il est reconduit de façon tacite trois (3) fois par période successive d'un (1) an et pour une durée maximale de quatre (4) ans, sans que le titulaire ne puisse refuser la reconduction.

Nantes Université peut, deux mois avant la date d'échéance de la période en cours, décider de ne pas reconduire le marché public. La décision de non-reconduction intervient alors par tout moyen permettant de disposer d'une preuve certaine de la réception de ladite décision. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Article 4 - Pièces

4.1. Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), entré en vigueur le 1^{er} avril 2021 suite à la publication de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

4.2. Pièces constitutives

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et son annexe :
 - o annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives du marché public.

Article 5 - Délais

5.1. Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

5.2. Début du délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Le titulaire est engagé contractuellement par les délais figurant dans les pièces contractuelles.

5.3. Expiration du délai d'exécution

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP. Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de Nantes Université, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 6 - Obligations générales des parties

6.1. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

6.2. Personnels du pouvoir adjudicateur

Les précisions suivantes sont apportées en complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS :

- Le marché public est piloté par l'UFR d'Odontologie de Nantes Université.
- La Direction des Achats est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire, ...) et financiers (révision de prix).

Direction des Achats – Pôle Achats

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

Courriel : marchespublics@univ-nantes.fr

6.3. Personnels du titulaire en charge de l'exploitation

Les dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS s'appliquent concernant le suivi contractuel.

6.4. Pilotage et suivi des prestations

Pour des fins d'analyse et de reporting, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire du marché public la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché public.

En cas d'incidents techniques majeurs ou répétés, le pouvoir adjudicateur provoque une réunion exceptionnelle, afin d'aborder ces incidents ainsi que leur résolution.

6.5. Sous-traitance

Les dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les prestations de services.

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent marché public devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution du marché public, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire) sont respectées) ou à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attestations.

Toute sous-traitance non déclarée dont le pouvoir adjudicateur aurait connaissance ultérieurement à l'exécution des prestations donnera lieu à l'application de la pénalité définie dans l'article 14 du présent CCAP.

6.6. Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information

permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

6.7. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer Nantes Université de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- son adresse bancaire ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que Nantes Université ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, Nantes Université ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, Nantes Université se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

Article 7 - Confidentialité – Protection des données personnelles

7.1. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration du marché public.

L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4. du CCAG. Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

7.2. Protection des données personnelles

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, à savoir :

- la Loi Informatique et Liberté (dite LIL) n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée,
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour le traitement de données à caractère personnel, les parties sont entendues comme telles :

- Nantes Université a la qualité de responsable de traitement
- le titulaire du marché public a la qualité de sous-traitant.

Article 8 - Description des prestations attendues

8.1. Spécifications techniques

Le titulaire est chargé de la fourniture, du transport, de la livraison et de l'installation des fournitures listées dans le bordereau des prix unitaires de chaque lot.

8.2. Documentation

Le titulaire fournit les fiches techniques des fournitures listées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot. Ces fiches détaillent les fonctionnalités techniques des matériels et matériaux.

Les fournitures doivent être conformes aux normes des matériels et matériaux à usage de la chirurgie dentaire ainsi qu'à l'utilisation par les étudiants lors des travaux pratiques dans le cadre de leur formation en chirurgie dentaire et dans le cadre de la formation continue des praticiens.

8.3. Rupture de stock

En cas de rupture de stock d'un produit, le titulaire est tenu de proposer un produit de substitution au même prix et présentant les mêmes caractéristiques techniques que le produit original, sous réserve de l'accord de Nantes Université.

Avant d'envoyer les produits de substitution, le titulaire devra fournir la fiche technique du produit de substitution, voire un échantillon si Nantes Université en fait la demande.

8.4. Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires

En cas d'évolutions technologiques, de changement de techniques ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché public, le titulaire peut, après accord de Nantes Université, modifier ou remplacer les fournitures par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de fournir un certificat indiquant :

- D'une part, que la nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de réglementation ;
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

➤ Evolutions majeures

En cas d'évolutions techniques majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins, d'évolution réglementaire (matéiovigilance incluse), ou de circonstances imprévisibles, Nantes Université se réserve la possibilité :

- De modifier par avenant le marché public selon les dispositions des articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique
- De résilier le marché public (cf. article 12.2 du présent document).

8.5. Evolution du bordereau des prix unitaires en cours d'exécution

La substitution d'une référence par une autre référence ou l'ajout d'un produit identique (de taille différente par exemple) de la gamme au cours du marché public est possible, sans modification par voie d'avenant, dès lors que le prix unitaire n'est pas supérieur au prix du marché public et que l'économie globale de l'accord-cadre ne s'en trouve pas bouleversée.

Article 9 - Modalités d'exécution

9.1. Modalités des commandes

Les prestations réglées par bons de commande sont passées sur la base des prix fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) établi par le titulaire pour chaque lot.

Ces bons de commande, issus du système d'information financier de Nantes Université (Sifac), font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro du marché public,
- Le numéro de la commande,
- La référence du service émetteur,
- La description des prestations,
- Le lieu de livraison,
- Le montant de la commande en HT et en TTC.

9.2. Transport et déchargement

9.2.1. Transport

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

9.2.2. Conditions de livraison

Les livraisons sont effectuées à l'adresse suivante :

UFR d'Odontologie
1 place Alexis Ricordeau
BP 84 215
44042 NANTES Cedex 1

Les fournitures sont livrées dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande.

L'offre technique et financière doit inclure la livraison, la manutention y compris sur site et l'installation des produits dans la salle où ils seront utilisés.

Sauf indication particulière sur le bon de commande, les horaires de livraison sont les suivants :

- Le matin de 8h30 à 12h00 ;
- L'après-midi de 13h30 à 16h30.

Les coordonnées des personnels en charge de la réception des fournitures seront communiquées lors de la notification du marché public.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-FCS, Nantes Université n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation du matériel, quinze jours au moins avant la livraison de celui-ci.

Les bons de livraison doivent mentionner :

- Le numéro du marché public ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom de l'expéditeur (références du fournisseur) ;
- Le nom et l'adresse du destinataire ;
- Les références et quantités des articles livrés ;
- La date de livraison.

Par dérogation aux dispositions de l'article 18 du CCAG-FCS, Nantes Université n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation du matériel, quinze jours au moins, avant la livraison de celui-ci.

Article 10 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification ont lieu dans les locaux de Nantes Université.

Par dérogation aux stipulations de l'article 27.3 du CCAG-FCS, Nantes Université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire pourra ne pas être obligatoirement convié, présent ou représenté lors des opérations de vérification.

10.1. Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives visent à s'assurer de la conformité entre la quantité livrée, la quantité indiquée sur le bon de commande et la quantité indiquée sur le bon de livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, Nantes Université peut mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'elle prescrira.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, ce dernier et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties.

10.2. Vérifications qualitatives

Si la fourniture livrée ne correspond pas aux spécifications du marché public ou de la commande, Nantes Université peut soit :

- Refuser la commande : dans ce cas, elle est remplacée par le titulaire sur demande écrite de Nantes Université par courriel.
- Accepter la fourniture avec réfaction de prix.

10.3. Admission des prestations

L'admission est matérialisée par le bon de livraison et son duplicata signés par Nantes Université qui valent procès-verbal d'admission, sous réserve des vices cachés.

Nantes Université dispose d'un délai de 15 jours pour notifier sa décision.

Article 11 - Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG-CS, les matériaux, les matériels et tous les accessoires livrés font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

Tout matériau ou matériel présentant un vice caché découvert au cours de son utilisation sera immédiatement signalé au titulaire qui sera tenu de le remplacer gratuitement.

Article 12 - Prix

Les prix sont exprimés en euros, hors taxe à la valeur ajoutée. Le taux de TVA applicable est le taux légal en cours applicable aux prestations facturées.

12.1. Forme et contenu des prix des prestations

12.1.1. Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires. Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU.

12.1.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à la livraison, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité ou en valeur.

12.2. Variation du prix

12.2.1. Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M_0 de réception des offres.

12.2.2. Clause de préavis

Le titulaire doit faire parvenir sa demande de révision de prix **par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 30 jours calendaires avant la tacite reconduction** (la date indiquée sur l'accusé de réception fait foi) du marché public à l'adresse suivante :

NANTES UNIVERSITE
Direction des Achats – Pôle Achats
1 quai de Tourville
BP 13522
44035 NANTES CEDEX 1

Il joint à sa demande la preuve des indices, en vue d'un examen par le pouvoir adjudicateur. **Au-delà de ce délai et de ce formalisme, toute demande sera rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.**

12.2.3. Variation des prix unitaires

Les prix sont fermes et applicables sans révision pendant la période initiale d'exécution du contrat, puis révisibles à la date anniversaire du marché public par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times \frac{I_n}{I_0}$$

Dans laquelle P_1 est le prix actualisé et P_0 le prix initial figurant dans l'offre.

Dans laquelle I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence 010764271 respectivement au mois n de la demande de révision et au mois 0 de réception des offres. L'index de référence 010764271 est l'indice INSEE « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire », figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 010764271.

Les indices utilisés seront les derniers indices non provisoires connus. Ces indices sont consultables sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'ils ne sont plus publiés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se mettent d'accord sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Le pourcentage de révision ainsi obtenu est arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.

- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.

Les prix ainsi révisés sont arrondis à 2 décimales et traités de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.

- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.

Ils deviennent fermes jusqu'à l'application d'une nouvelle révision de prix.

12.2.4. Acceptation par le pouvoir adjudicateur

Lorsque la demande du titulaire est incomplète, ce dernier doit apporter les éléments manquants sous 7 jours à compter de la date de sollicitation. Passé ce délai, la demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler de réclamation.

Une fois la demande de révision des prix acceptée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire transmet le bordereau des prix unitaires révisés.

12.2.5. Révision à l'initiative du pouvoir adjudicateur

La révision des prix, à la hausse comme à la baisse, peut également se faire à l'initiative de Nantes Université qui informe le titulaire du coefficient de révision au plus tard 30 jours calendaires avant la tacite reconduction du marché public.

Article 13 - Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié, à la demande de Nantes Université, lorsque l'ajout d'une ou plusieurs référence est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

Les modifications pourront porter sur les éléments suivants :

- Ajout de nouvelles références au bordereau des prix unitaires (BPU).

Article 14 - Modalités de règlement des comptes

14.1. Avance

Le traitement de l'avance est défini selon l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS. Sauf refus du titulaire, une avance sera versée lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant TTC du marché public.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant du marché public. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant du marché public, toutes taxes comprises.

➤ Modalités de paiement :

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la notification, qui emporte commencement d'exécution du marché public, et/ou, le cas échéant, à compter de la date de reconduction de celui-ci. L'avance doit être versée sous un mois à compter de l'élément de déclenchement susmentionné.

14.2. Acompte

Les acomptes sont versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et articles réglementaires associés du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

14.3. Demandes de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

14.3.1. Contenu des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, sans préjudice des mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifie Nantes Université en tant que destinataire de la facture : 13002974700016 ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- **le numéro et la référence du marché public ;**

- le numéro de l'engagement financier (bon de commande Sifac, format 4500XXXXXX) ;
- la prestation exécutée (désignations et quantités) ;
- le montant hors taxe des prestations exécutées éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures ne mentionnant pas la référence du marché public et/ou le numéro de bon de commande Sifac seront jugées non conformes et retournées au titulaire.

14.3.2. Transmission des factures

Les dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 du Code de la commande publique s'appliquent concernant la transmission des factures. Aussi, conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés publics conclus avec Nantes Université, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Dès lors, les titulaires ont l'obligation d'adresser leurs factures dématérialisées sur le portail public de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

➤ Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université
Monsieur l'Agent Comptable
1, rue Gaston Veil – TSA 23523 - 44035 Nantes Cedex 1
Courriel : pole.marches-ac@univ-nantes.fr
Téléphone : 02 40 99 83 83

14.4. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché public, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire, et au sous-traitant de premier rang éventuel, sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, ou à compter de la date d'admission si cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture (articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

14.5. Clause de financement et de sûreté

14.5.1. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

14.5.2. Cession et nantissement de créances

Il est fait application des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique, relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

Article 15 - Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS, et s'appliquent à l'ensemble des pénalités ci-après.

15.1. Généralités

Toutes les pénalités définies peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur sur simple constatation du dysfonctionnement ou du manquement contractuel (dans le respect des éléments de déclenchement de pénalités mentionnés dans la grille des pénalités), sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire en cas de survenance d'une cause légitime et/ou exonératoire de

responsabilité, pour autant et dans la limite où la cause emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont cumulables, l'ensemble des pénalités sont dues quel que soit leur montant et ne font pas l'objet de formules de variation. Elles s'appliquent dès le premier euro TTC, étant entendu qu'elles ne sont pas assujetties à TVA.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

L'application d'une pénalité n'exclut pas la responsabilité du titulaire sur les conséquences de la prestation non ou mal exécutée, et se fait sans préjudice des demandes d'avoir. De plus, outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document. Dans cette hypothèse, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

15.2. Grille des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Désignation	Délai maximal	Montant de la pénalité
Retard de livraison	7 jours calendaires à compter de la date de l'émission du bon de commande	5% de la valeur TTC des fournitures dont la livraison est retardée, par jour ouvré de retard
Changement de gamme du titulaire sans communication préalable au pouvoir adjudicateur		100 € par manquement constaté, par référence

Article 16 - Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la commande publique. En outre, il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes.

16.1. Résiliation en raison d'événements extérieurs au marché public

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour un motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité pour le titulaire, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

16.3. Résiliation pour faute

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, ou pour un motif d'exclusion relevant dans les conditions de l'article L2195-4 du Code de la commande publique.

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire pour faute de celui-ci, dans l'hypothèse où les documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique transmis par le titulaire du marché public serait inexacts ou inadéquats pour satisfaire aux obligations fixées par ledit décret.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-FCS traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Le délai mentionné à l'article 41.2 du CCAG-FCS est fixé à quinze (15) jours, à compter de la date de réception de l'information du titulaire concernant la sanction envisagée.

16.4. Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 17 - Force majeure

Les parties ne sont pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultant directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer, voire compenser les effets.

En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés de plein droit de la durée de l'événement.

Article 18 - Litiges et recours

L'unité monétaire est l'euro.

Sauf indication contraire, l'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

Mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 00

Courriel : pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L551-13 et suivants du Code de justice administrative, ...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex

Téléphone : 02 40 99 46 00

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Article 19 - Présentation des attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification du marché public au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

Plateforme e-attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, Nantes Université met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-attestations.com.

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les titulaires domiciliés en France.

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer gratuitement sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :
 - **Attestation sociale « vigilance » à jour** (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site
 - **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.
- Annuellement :
 - **Attestation annuelle de régularité fiscale**
 - **Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle**

Article 20 - Dérogation au CCAG

Article(s) du présent CCAP	Article(s) du CCAG objet de la dérogation	Objet de la dérogation
4.2	4.2.1	Pièces constitutives
9.2.2	18 – 19	Conditions de livraison
10	27.3	Opérations de vérification
14	14	Pénalités